Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1980)
Heft: 529

Rubrik: Croissance mortelle

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 11.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

CROISSANCE MORTELLE

Demain, c'est déjà aujourd'hui

La croissance. Vous avez dit la croissance? Quelle croissance? Au bénéfice de qui, la croissance?
En ces premiers jours de 1980, voici que l'on annonce qu'en cette année bénie ce ne sont pas moins de 118,4 kilomètres d'autoroute qui vont être ouverts. Voici que les entrepreneurs suisses croient pouvoir annoncer une « croissance » dans le domaine de la construction jusqu'en 1983, avec, à la clef, une « légère progression de la construction de logements jusqu'au milieu des années quatre-vingt ». Voici que les « milieux autorisés », se gargarisant de la « capacité de résistance et d'adaptation de l'économie suisse », prévoient que le Suisse persévèrera dans la « légère croissance » qui s'est amorcée en 1977. On pourrait multiplier les exemples. Rapportez-vous aux communiqués publiés avec zèle par votre quotidien préféré!
Ces pronostics plutôt sereins vous plongent-ils dans l'optimisme?
En définitive, cette « croissance » à venir suffit-elle à prouver que notre société est sur la bonne voie? Beat Kappeler (aujourd'hui secrétaire de l'USS) décortiquait, en 1973, les ressorts de cette croissance-là, en montrait les méfaits prévisibles, lançait aussi quelques utopies pour un autre avenir. Nous y revenions dans le dernier numéro de DP. Aujourd'hui, nous faisons le point, sept ans après. (Réd.)

1973-1978: au mieux ce fut du surplace

Esquissant donc, il y a sept ans, quelques projets et utopies pour une «société meilleure», Beat Kappeler fondait son argumentation sur un grand nombre de données chiffrées. Elles lui permettaient notamment d'avancer l'idée d'une «croissance mortelle».
Sept ans plus tard, il est évident qu'aucune des réflexions prospectives de Beat Kappeler n'a été prise en compte par la Suisse officielle.
Notre pays est trop embourbé dans ses préoccupations pratiques et immédiates pour se permettre, fut-ce un instant de rêve.
Rêverait-il d'ailleurs, qu'il y a tout lieu de penser que son idéologie profonde le conduirait vers d'autres rivages — ceux du passé, ceux du «libéralisme» économique où l'Etat ne «socialisait pas à froid» la vie publique, comme elle le fait aujourd'hui selon les chantres de l'économie de marché...
Il y a les idées. Mais il y a aussi les faits! En l'occurence les statistiques (les rares que nous avons à disposition). A priori, n'est-il pas raisonnable de penser que les tourbillons politico-économico-monétaires de ces dernières années ont modifié les références sur lesquelles Beat Kappeler s'appuyait? Bref, la situation se présenterait aujourd'hui autrement qu'il y a sept ans.
Dans la mesure du possible, nous avons tenté d'actualiser les séries statistiques utilisées par Kappeler. Et les surprises ont succédé aux surprises.
Suivez-nous dans quelques secteurs particulièrement intéressants et significatifs!

ENERGIE: ON PILOTE À VUE

A tout seigneur tout honneur, d'abord, *l'énergie*. Là, il y a un mieux, apparemment. Willi Ritschard n'a pas inauguré une nouvelle centrale tous les trois ans, comme le prévoyait M. Bonvin. Et M. Schlumpf ne le fera pas davantage, semble-t-il.

Mais ce «mieux» n'a pas été choisi par nous, sur la base d'un programme énergétique cohérent, à long terme, démocratiquement débattu et décidé. L'évolution enregistrée nous a été largement imposée. Par l'OPEP, qui a en moyenne décuplé ses prix depuis 1973 (le prix du baril était fixé à 2,6 dollars en 1972). Par les craintes, aussi, inspirées par le nucléaire.
Les pays industrialisés pilotent à vue entre ces deux éléments; et la Suisse ni plus ni moins que les autres.
La limite prévisible est exclusivement commerciale.
A en croire différentes études, d'autres formes d'énergie, classiques ou nouvelles, (re)deviennent rentables à partir de 35 à 40 dollars le baril de pétrole. Nous nous rapprochons à vive allure de ce prix. Le marché, comme on dit, plus que des choix politiques délibérés, modèleront l'avenir en élargissant, en diversifiant les sources d'énergie — les «économies d'énergie» et les «meilleures utilisations des énergies existantes» sont considérées, par simplification, comme faisant partie intégrante de cette diversification.

PRODUCTIVITÉ: EN DÉPIT DES CRIS...

Un autre indicateur intéressant, une notion très délicate à utiliser et pourtant un des critères importants dans l'évaluation de notre mode de vie, *la «productivité»*.
Les utopies boulimiques décrites par Kappeler sont fondées sur une hausse moyenne, pour une longue période, de quelque 3% de la productivité. La mesure de l'évolution de cette grandeur-là depuis 1973 n'est pas aisée, c'est le moins qu'on puisse dire! D'une part l'indice suisse de la production industrielle ne saurait être considéré comme un indice de la productivité; d'autre part le nombre des postes de travail a fortement diminué pendant ces sept dernières années.
Prenons deux points de repère qui devraient nous faciliter la tâche!

L'OCDE établit son indice de productivité en calculant le rapport du produit national à l'emploi. Pour la Suisse, le produit national en «francs constants» (donc, élimination faite de l'inflation) est le même en 1972 et en 1978. Pendant ces six années, l'indice de l'emploi établi par l'OFIAMT a reculé de 12%.

L'OCDE dirait donc que la «productivité» en Suisse a augmenté pendant cette période de 2% par an.

Deuxième point de repère. L'horlogerie est l'un des secteurs économiques les plus touchés par la récession et la hausse du franc. Le nombre de pièces exportées (près de 80 millions de montres, mouvements, chablons et ébauches) est pratiquement le même pour 1972 et 1978. Entre ces deux dates toutefois, l'emploi, toujours selon l'OFIAMT, a reculé de 27%. Il en découle une amélioration de la productivité de 4,5% par an en moyenne. Et le pourcentage serait bien sûr plus élevé si on comparait la valeur des exportations horlogères (hausse de quelque 20% entre 1972 et 1978) à l'emploi!

Ces longs développements pour montrer qu'en dépit de la récession, des cris de douleurs du patronat et des silences des services officiels, la «productivité» a continué de progresser ces dernières années.
Au total, parallèlement, on le sait, l'évolution des salaires n'a guère permis dans l'ensemble que de maintenir le pouvoir d'achat — compte tenu de la progression «à froid» des impôts.
Et cette dernière touche pour compléter le tableau: la durée moyenne du travail dans l'industrie a baissé de 0,5% en six ans, passant de 44,4 heures en 1972 à 44,2 heures en 1978...
Les gains de «productivité», direz-vous, ont pourtant bien dû passer quelque part. Schématiquement — parce que c'est une autre histoire! — il faut aller regarder du côté de la hausse de la valeur du franc et de ceux qui, détenteurs de biens réels, de capitaux, sont à même de tirer parti et profit de cette hausse. Dans tous les cas, pour revenir à notre propos, les gains de «productivité» n'ont nullement été «utilisés» pour revaloriser la qualité du temps de travail. Les échos qui proviennent des entreprises — il s'agit là d'une impression générale, les exceptions existent — font plutôt penser que les conditions se sont encore dégradées. En tout état de cause, les gains acquis n'ont pas davantage permis d'augmenter la durée du temps libre. C'est la constatation essentielle à ce chapitre.

L'AVIATION EN PLEIN BOOM

Passons maintenant à l'examen de quelques secteurs industriels clés!
L'aviation, en premier lieu. Son essor, manifestement, ne se dément pas. Là, pratiquement, aucune conséquence «fâcheuse» de la récession: la stagnation enregistrée en 1974 et 1975 sur le trafic de l'Atlantique Nord a été compensée par des augmentations sur les autres régions du monde. Les pronostics des professionnels pour les années 80 sont basés sur une croissance annuelle de 6 à 8% du trafic global.
La statistique du trafic de lignes des aéroports de Kloten, Cointrin et Bâle-Mulhouse, pour les périodes d'été (avril à octobre) prend en compte 4,9 millions de passagers en 1972 et 6,6 millions en 1978 (passagers en transit non-compris). Cette augmentation de 1,7 million de personnes en six ans représente une hausse annuelle de 5,7%...

LA PRESSION AUTOMOBILE

Toujours dans le domaine des transports, *les voitures!* Le parc helvétique des véhicules à moteur (voitures de tourisme et véhicules utilitaires seulement) a passé de 1,719 millions en 1972 à 2,343 millions en 1978. Soit une augmentation annuelle de 6%, très exactement. Pour les véhicules utilitaires, on note même une hausse de 13% par an pendant la période considérée. Ce doit être, ici aussi, notre manière

SUITE ET FIN AU VERSO

Chacun chez soi

En exergue, le problème posé par l'habitation en général. Notons-le tout de suite: la parcellisation de la propriété et de la construction a fait des «progrès», de 1972 à 1978, qui dépassent toutes les espérances!
En 1972, on avait construit en Suisse 12 200 habitations individuelles représentant autant de logements, et 6700 habitations collectives comprenant 61 400 logements.
En 1978, le nombre des maisons individuelles — qui était tombé à moins de 8000 en 1976 — s'élève à 12 900 et dépasse donc de peu le niveau de 1972. Les habitations collectives sont en revanche en diminution presque constante: on atteint la cote 3200 en 1978, soit 21 500 logements!
En 1972, pour une villa, on construisait cinq appartements locatifs. En 1978, toujours pour une villa, on ne bâtit qu'à peine deux logements locatifs. Et les statistiques pour le premier semestre 1979 confirment cette tendance.
L'idéologie en place fonctionne à plein, et aujourd'hui mieux encore qu'auparavant. Chaque Suisse qui en a les «moyens» veut sa maison individuelle bien à lui, avec tondeuse à gazon, garage double ou triple (faut prévoir!), minable petite piscine, tous les équipements ménagers (en réservant déjà la place pour ceux qui ne sont pas encore sur le marché).
C'est ainsi que se met en place l'aménagement du territoire, le contrôle du prix des terrains et une organisation cohérente des transports. C'est ainsi que s'ébauchent de nouvelles formes d'existence et de rapports sociaux: des centaines d'expériences communautaires... chacun chez soi.

1973-1978: au mieux ce fut du surplace

bien à nous de mettre en place une politique suivie et réfléchie qui favorise les transports publics!

POLLUTION: ÇA SE COMPLIQUE

Tout naturellement, glissons maintenant de l'automobile à *la pollution*. Il faut le dire d'emblée: un tableau un tant soit peu complet des multiples formes de pollution serait vraiment trop long dans ces colonnes. Renvoyons donc le lecteur intéressé au numéro 98, mai 1979, de «L'Observateur de l'OCDE» qui contient de nombreuses informations... utiles.

En bref, les données à notre disposition permettent de constater que si, aux dires des experts, certaines formes de pollution semblent diminuer, il ne s'agit souvent que des pollutions les plus visibles, les plus faciles à combattre, les moins coûteuses. En revanche, les recherches menées ces dernières années sur les atteintes au milieu naturel ont mis en évidence de nouvelles pollutions ou «formes» de pollution, ainsi que des combinaisons compliquées de pollutions simples.
Guérir semble impossible. Alors, prévenir! Mais qui, dans un système d'économie libérale, peut sérieusement prétendre pouvoir et vouloir prendre les initiatives nécessaires. Personne. Soyons clairs: les discours bien intentionnés servent à masquer une volonté farouche de maintien du «statu quo». S'accrocher à la sacro-sainte «liberté du commerce et de l'industrie» et en même temps mettre un frein sérieux à la pollution engendrée par le trafic automobile? Allons donc!

PERSONNE NE SERA DUPE...

Au total, personne, pensons-nous, ne sera dupe. Se lancer dans un travail tel que celui-ci, fondé sur une relecture des utopies esquissées par Kappeler il y a seulement sept ans, c'est d'abord se rendre compte que non seulement aucun des projets envisagés n'est en voie de réalisation et ensuite constater qu'au mieux nous faisons de «surplace». Cela bien sûr, sous le signe rassurant de la croissance!
En fait, le sentiment que nous régressons s'impose progressivement, au fur et à mesure de l'actualisation des chiffres et des pourcentages établis en 1972/1973.

... C'EST LA RÉGRESSION

Beat Kappeler parlait dans ses textes des lois qu'il voyait imminentes, comme celle touchant à l'aménagement du territoire, celle portant sur la protection du milieu naturel. Début 1973, il pouvait en effet (presque) légitimement penser qu'«il en sortirait quelque chose», comme on dit, que l'une ou l'autre de ces législations pourrait servir à modeler l'avenir, à nous détourner d'une «croissance mortelle».
Que dire, début 1980? A supposer que le premier projet de loi sur l'aménagement du territoire ait pu déboucher sur des normes concrètes, on sait que le texte finalement adopté ne modifiera que peu la situation actuelle. Pourquoi se presser, d'ailleurs? Dans quelques années, il ne sera plus nécessaire d'«aménager» un territoire qui aura été tout occupé! Quant à la loi sur la protection du milieu naturel, qui «sort» avec sept ans de retard, nous ne pouvons que lui souhaiter tous nos vœux (c'est de saison)... devant les Chambres fédérales.

Au sens propre, nous n'avons pas régressé puisque nous avons poursuivi sur le même chemin. C'est donc en regard des utopies que nous avons régressé. Il n'empêche: le bilan est là. Rien de ce que Kappeler dessinait comme un avenir meilleur n'est réalisé, ni même esquissé; et tout ce qu'il tenait pour néfaste et dommageable s'est produit, continue de se produire.

Les canaux de la liberté

La Suisse a fait l'expérience d'une série de renonciations ou de limitations de la croissance qui sont dues à la petitesse des choses.
Depuis 1902, le domaine forestier est protégé, un peu partout des collines doivent être reboisées (résultat: un quart de la Suisse est couvert de forêts). La chasse et la pêche sont contrôlées par l'octroi de permis, lesquels sont hélas souvent rationnés par des prix élevés plutôt que par la preuve du «besoin». De nombreuses régions protégées, au nombre desquelles le «Parc National» ont été épargnées. De plus en plus de communes limitent le droit de construire par des plans de zone. Les vols de nuit et les vitesses supersoniques sont interdits. Argovie a interdit les bateaux à moteur. Les traîneaux à moteur sont pratiquement inconnus. A Zermatt, aucune route n'est accessible à l'automobile; Arosa impose l'interdiction de circuler la nuit, et dans le centre des villes, des quartiers sont réservés aux piétons. L'appel de nouveaux travailleurs étrangers a été gelé. L'afflux de devises étrangères a été repoussé. Les crédits sont limités, la vente de terrains à des étrangers est interdite. Les lois sur la protection des eaux, l'inspection des fabriques ont une influence sur le procès de production lui-même.

Toutes ces mesures sont cependant prises à la hâte et sous la pression, elles restent sans cohérence. La limite désirable de la croissance n'a pas été clarifiée.